

11 mar 2005 -16:00

Conseil des Ministres du 11 mars 2005

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 11 mars, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 11 mars, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Premier Ministre a mis en évidence l'approbation, après avis du Conseil d'Etat, de l'avant-projet de loi portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe. L'avant-projet est transmis au Parlement. "Nous serons ainsi dans le train des premiers pays à approuver ce texte essentiel pour l'avenir de l'Europe" s'est réjoui le Premier Ministre. Une campagne d'information sera menée à propos du contenu de la constitution européenne, "non pas qu'il faille craindre un rejet de la part de la population puisque les sondages font apparaître que les citoyens belges sont parmi les partisans les plus fervents de l'Europe, mais il est important que la population soit informée sur un projet aussi complexe". La campagne d'information aura lieu dans le courant du mois de mai. Un budget de 1,1 millions d'euros lui sera consacré par le gouvernement belge mais aussi par le Parlement européen et la Commission. Des dépliants d'information seront distribués. Il y aura des spots radio ainsi que des suppléments dans les quotidiens et les périodiques et une information spéciale à destination des jeunes ainsi qu'un site web. Le Premier Ministre a aussi donné quelques éléments concernant la lutte contre le terrorisme après les tragiques événements du 11 mars 2004 à Madrid. En ce qui concerne les mesures prises, Guy Verhofstadt a souligné que le terrorisme est désormais introduit comme fait criminel dans notre droit pénal. Il a encore cité le mandat d'arrêt européen pour faits criminels terroristes, la coopération entre les autorités belges et Eurojust et la nouvelle législation, qui permet des brigades de recherche mixtes européennes, et l'amélioration de l'échange de l'information. Il y a en préparation la création d'un nouveau service qui analysera les menaces terroristes. Il sera composé de 70 personnes des différents services concernés. Le Conseil des Ministres du 25 mars se penchera sur le cadre légal à lui donner. Il faudra aussi rendre possibles les écoutes téléphoniques en cas de menace terroriste. La Belgique envisage également la création d'un juge d'instruction qui coordonne toutes les enquêtes sur le terrorisme à l'image du parquet fédéral, qui donne de très bons résultats. Guy Verhofstadt a également donné quelques chiffres. Depuis que le parquet fédéral s'est saisi des problèmes terroristes, 123 dossiers ont été ouverts et il y a actuellement 23 personnes détenues dans ce cadre. Les effectifs ont été par ailleurs renforcés.

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication
externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be